

DE LA HALLE AUX VINS A ORSAY, PARCOURS D'UN ETUDIANT EN SCIENCES AUX ESU ET A L'UNEF

Par Daniel Richter

N'ayant pas à l'époque été localisé, je n'ai pas participé au travail qui a permis l'élaboration de l'ouvrage « Au cœur des luttes des années soixante. Les étudiants du PSU » (Editions PUBLISUD, Mars 2010). Je n'aurais pas forcément eu envie d'y ajouter un chapitre, si deux aspects spécifiques ne m'étaient apparus comme méritant quelques développements complémentaires. D'un côté l'implantation plus faible des étudiants du PSU dans les facultés des sciences, constat qui ressort des statistiques disponibles, de l'autre le peu de place consacré au congrès de l'UNEF d'avril 1966 à Grenoble quelques mois avant la décision des ESU de « prendre » la direction de l'organisation syndicale étudiante. Or j'ai été l'un des protagonistes de ce congrès de crise.

Quelques mots pour situer d'où je venais. Entre l'âge de 14 à 17 ans, j'ai appartenu à un mouvement de jeunesse sioniste de gauche, l'Ihoud Habonim, lié au parti travailliste israélien, où j'ai reçu une solide formation marxisante. Je l'ai quitté du fait que je souhaitais continuer mes études et ne pas partir immédiatement vivre dans un kiboutz. Alors en classe de première au lycée Michelet à Vanves, j'ai adhéré au PSU un mois après sa création et j'ai commencé à participer aux activités militantes de la fin de la guerre d'Algérie avec la section d'Ivry-Vitry dans le Val de Marne. En Mathématiques Élémentaires j'ai eu comme professeur de philosophie Robert Misrahi, membre connu du PSU qui soutenait la nécessité de l'aide concrète au FLN algérien. J'ai moi-même participé à plusieurs réunions autour de cette thématique mais sans réelle pratique.

Dans ma génération, je fais partie de ceux qui lisaient beaucoup. Je fréquentais assidûment, au Quartier Latin à Paris, la librairie « La joie de Lire » de l'éditeur François Maspéro. Je me suis d'ailleurs immédiatement abonné à la collection des « Cahiers Libres ». Je recevais par ailleurs les fiches classées intitulées « Analyses et Documents ». J'appréciais les synthèses des « Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes ». D'une façon générale j'avais une attirance boulimique pour les grands débats théoriques portés par les revues. Je suis aujourd'hui étonné par le nombre d'entre elles que je suivais très régulièrement* durant ces années soixante. Tous ces apports auraient logiquement dû me conduire à rédiger des contributions écrites pour les débats des ESU et de l'UNEF, or il n'en a été que marginalement ainsi. Certes j'avais une réelle facilité dans les échanges oraux que ce soit dans les réunions ou les meetings, mais les écarts entre mon vécu sur le terrain et la réflexion intellectuelle tous azimuts me posaient problème.

Comme plusieurs autres de mes camarades ESU de la faculté des Sciences j'ai été proche, quoique avec des nuances, des positions exprimées par Jacques Kergoat et Jean Marie Vincent mais j'ai refusé de les suivre à la LCR dans l'après 68.

** Partisans, Les Temps Modernes, Le Mouvement Social, Les Cahiers Internationaux de Sociologie, Janus, La Revue Internationale du Socialisme, Raison Présente, Autogestion, Recherches, Alethia, L'Homme et la Société, Les Cahiers pour l'Analyse, Trois Continents revue d'actualité du Tiers Monde, plusieurs numéros spéciaux d'Esprit, la Monthly Review et la New Left Review. S'y ajoutaient Positif pour le cinéma et l'CEIL pour les arts.*

LA CORPO DES SCIENCES : MAJOS CONTRE MINOS

A la rentrée 1961 je m'inscris en propédeutique MPC (Mathématique, Physique, Chimie) à la nouvelle faculté des Sciences de Paris, laquelle s'installe non sans difficultés sur les terrains de la Halle aux Vins.

J'y trouve une situation syndicale particulière qui ne correspond pas à l'image que j'avais de l'UNEF, puisque, lycéen, j'avais répondu à des appels de l'organisation étudiante contre la guerre d'Algérie. Le conflit algérien avait modifié le rapport de forces au sein de l'UNEF, la tendance dite apolitique les « MAJOS » avait été mise en minorité au niveau national et dans la plupart des villes universitaires. Par contre il n'en était rien en ce qui concernait l'ACES (Association Corporative des Etudiants en Sciences). Là, les « MINOS » tentaient toujours d'en prendre le contrôle. S'engager syndicalement, comme cela m'apparaissait logique dès le départ, signifiait participer à ce combat. La grande majorité des ESU de la Faculté des Sciences s'y consacraient prioritairement. Or les enjeux de reconversion pour l'UNEF avec la fin de la guerre d'Algérie rendaient l'objectif plus compliqué à atteindre compte tenu des divergences qui s'étaient publiquement.

L'UNEF rassemblait un nombre conséquent d'adhérents. A l'assemblée générale de la FNES-UNEF (Fédération Nationale des Etudiants en Sciences) en Avril 1963, 19 facultés et Ecoles étaient représentées, sur 50.000 étudiant(e)s, 13.000 étaient adhérent(e)s soit un peu plus du quart. L'ACES s'était abstenue d'y participer. Lors de la Conférence Nationale Etudiante du PSU des 23 et 24 janvier 1963, le chiffre de 11.000 cartes sur 20.000 étudiant(e)s était confirmé pour l'ACES soit plus de 50%. Ce fort pourcentage s'expliquait en particulier par l'édition des polycopiés réservés aux membres.

De toute façon la Corpo Sciences était passée maître dans l'art de brouiller les cartes. Elle savait rendre des services importants, outre les photocopiés elle éditait des guides bien faits, type « ABC » et un journal ne manquant pas de punch et d'humour. Ainsi la quatrième de couverture du numéro 27 de « L'Etudiants en Sciences » en 1964 montre une photo d'un étudiant lisant un cours devant une machine à embouteiller toujours là, pour dénoncer le manque criant de places en bibliothèques.

L'ACES ne reste pas non plus les bras croisés sur l'action proprement revendicative. Elle est signataire aux côtés du Cartel des ENS (Ecoles Normales Supérieures), de la FGEL (Fédération Générale des Etudiants en Lettres), de l'Amicale des Etudiants en Pharmacie et de l'Amicale des Elèves de l'Institut des Sciences Politiques, du tract UNEF « Le logement étudiant un scandale ; Etudiants où en sont vos bourses? » en novembre 1963. Elle participe à la grève des universités du 25 au 30 novembre 1963 et elle est interviewée à ce propos dans le numéro 4 du journal de l'UNEF « 21x27 l'Etudiant de France ». De même le n°5 de « 21x27 » en février 1964 fait réagir l'ACES au rapport Bouloche sur l'enseignement supérieur, celle-ci déclare « Ce que l'on peut conclure de ce rapport c'est que la faculté reste le dépotoir des Grandes Ecoles ». En avril 1965 elle sort un numéro spécial 7/20 du journal « Corpo Actualité » (n°5) qui met en cause un mode de sélection décidé par l'assemblée de la faculté des sciences sous la houlette du doyen Zamansky. Elle y valorise la grève du 2 au 7 Avril 1965. Elle appelle à un meeting le 5 mai 1965 dans la cour de la Sorbonne avec les sections du SNESSUP de la Faculté des Sciences de Paris.

L'ACES polémique simultanément sans cesse avec l'UNEF. Dans le numéro 22 de l'Etudiant en Sciences de février 1963, elle rend compte de la scission UNEF-FNEF. Dans le n°25 du même journal (Juin-Juillet 1963) elle réagit aux congrès étudiants en invectivant « les apprentis sorciers » et le dessin intitulé « la moutarde de Dijon » montre un pugilat entre délégués, le représentant de l'ACES s'écriant « Pas si vite voyons, laissez moi le temps de noter ».

Un Bulletin des Chimistes sous le titre « l'apolitisme » résume bien la position de l'ACES : « Les étudiants n'ont pratiquement rien obtenu sur le plan national depuis que l'UNEF s'est lancée dans la politique.... Depuis les seuls succès dont nous, étudiants en Sciences, ayons bénéficié, c'est nous même qui les avons remportés, sans l'aide de l'UNEF : construction de la halle aux vins.... »

Il n'y a pas d'unité possible en dehors de l'apolitisme et les étudiants ont un besoin vital d'unité. Il faut que l'UNEF le comprenne sincèrement au lieu d'échapper à ses responsabilités. Si le mouvement étudiant ne revient pas tout entier à la défense des intérêts étudiants, il sombrera dans la désunion, l'inefficacité et finira par disparaître. »

Tous ces éléments cumulés ne manquent pas de faire mouche sur une bonne partie des étudiant(e)s qui ne savent qui croire lors des élections des délégués de chaque amphithéâtre. L'ACES convainc peu dans les certificats de mathématiques, beaucoup plus en chimie et en biologie ; quant aux étudiants de propédeutiques, nouveaux arrivants, ils se montrent souvent incrédules face à toutes ces argumentations. La conférence nationale étudiante du PSU de janvier 1963, déjà citée, renseigne sur le rapport de forces : 65% majos, 35% minos.

La « mino » est animée par plusieurs ESU. Lorsqu'elle décide de présenter un bureau alternatif à l'élection par le conseil d'administration de l'ACES, trois des 5 postulants sont membres du PSU. Voici, dans le tract distribué aux étudiant(e)s à cette occasion, l'une de ses principales charges contre l'ACES :

« Une association étudiante de 10.000 membres dirigée de fait par une poignée de présidents d'honneur qui furent étudiants et ne le sont plus.... Une association qui, issue d'un corporatisme périmé, empêche une réelle participation des étudiants à la vie de leur syndicat. »

De fait le règlement intérieur de l'ACES donne le droit de vote dans le conseil d'administration aux anciens présidents durant cinq ans, ce qui leur confère un pouvoir exorbitant et complique les possibilités de renverser le système en place.

Un autre tract mino dans le cadre des élections du certificat de physique expérimentale donne entre autres raisons de voter pour la liste de soutien à l'UNEF « ... les délégués de la corpo sont inactifs...des délégués météores... des délégués fantômes. »

Une circulaire d'information à tous les minoritaires dresse le bilan de l'action en fin d'année 1963 et fixe comme objectif une « fraction syndicale à l'intérieur de la corpo. »

La fiche rédigée en vue de l'assemblée générale des minos sciences en janvier 1964 à l'ENS s'interroge sur les meilleurs moyens d'accroître son influence « ... on peut contacter des minos par le biais d'organisations politiques (UEC, ESU), mais c'est assez délicat, en propédeutique surtout, parce qu'il faut bien qu'ils comprennent la différence entre un engagement politique et un engagement syndical, qui ne doit pas être un moyen d'action politique. Ceci donne d'ailleurs une très bonne arme à la corpo avec son apolitisme bidon. »

La mino sciences s'insère dans les orientations de l'UNEF qu'elle estime porteuses, comme une campagne sur l'allocation d'études ou la création des GTU (Groupe de Travail Universitaire) qu'elle commence à mettre en œuvre, pour une « prise en charge de leurs problèmes par les étudiants ». Elle se dote d'un journal d'abord « La Nacelle des sciences, bulletin de réflexion syndicale et culturelle » qui paraît trois fois au début de l'année 1963

puis à la fin 63 une « brochure syndicale de la faculté des sciences ». Elle organise des stages, les JES (Journées d'Etudes Syndicales).

L'action revendicative fait l'objet de nombreuses crispations donnant lieu à polémiques. En voici deux exemples.

Face au manque de salles de travail, l'ACES engage une négociation avec la faculté, elle annonce qu'elle en a obtenu l'ouverture de quatre. Comme rien ne se concrétise les délégués minos prennent l'initiative d'une opération coup de poing avec occupation de salles. Il en découle l'ouverture de deux salles. Un tract de l'ACES dénonce « l'initiative des minos qui a réduit de 4 à 2 le nombre de salles promises. »

Face aux retards à répétition pris pour l'ouverture du restaurant Censier, l'ACES lance par tract une manifestation le 25 janvier 1963, « Quand finira cette comédie ? » écrit-elle. Le numéro 2 de la « Nacelle des Sciences » raille la façon dont a été organisée la manifestation, « En un combat douteux (sous le haut patronage de Monsieur le Préfet de Police) » avec un dessin où figure une pancarte « Ainsi on est Censier avoir fait quelque chose ».

Le numéro 1 de Tribune Etudiante, journal des ESU en novembre 1965 croit pouvoir annoncer que l'ACES s'est discréditée auprès des étudiant(e)s. L'article sur la grève en sciences à Paris, le plan Fouchet-Zamansky caractérise ainsi la situation « Une partie décisive est engagée : les étudiants en sciences de Paris ont déjà commencé la riposte. Sans la direction « majo » de la corpo des sciences qui acceptant maintenant le plan Fouchet et n'avance maintenant que des amendements de détail, les étudiants en sciences de Paris développent leurs revendications.»

Toutes ces passes d'armes finissent par avoir des conséquences quant aux relations entre l'UNEF et l'ACES. Cette dernière est suspendue au Congrès de Toulouse en avril 1964 pour ne pas avoir organisé une assemblée de ses adhérents conformément aux statuts.

Pour ma part j'ai connu une sérieuse déconvenue lorsque je me suis présenté aux élections de délégués d'amphi. Malgré ma volonté de tenir un discours pédagogique, les étudiant(e)s de la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne) regroupé(e)s dans le Centre Richelieu, qui auraient pu faire pencher la balance en ma faveur, ont majoritairement trouvé mes propos trop tranchants et engagés.

De mon expérience militante à la mino sciences j'ai tiré quelques leçons circonstanciées :

- quelques soient les divergences, souvent exacerbées, entre les différentes sensibilités de gauche et d'extrême gauche, il fallait être capable de maintenir suffisamment d'axes unitaires visibles
- la tonalité des débats d'après guerre d'Algérie tels qu'ils s'engageaient au sein de l'UNEF n'étaient pas susceptibles de rencontrer une attention et un écho suffisants parmi la grande masse des étudiant(e)s en sciences
- les orientations de type universitaire correspondaient le mieux aux échéances particulièrement cruciales de la réforme de l'enseignement qui prenait forme en sciences.

DE L'ACESO A L'AGEO

M'étant marié, je quitte le domicile de mes parents à Vitry pour un studio à Arcueil, toujours dans le Val de Marne. Je rejoins simultanément la section PSU d'Arcueil-Cachan. Je décide de m'inscrire à la rentrée 1964 pour continuer une licence de chimie à la nouvelle faculté des Sciences d'Orsay qui devient indépendante de celle de Paris et je continue logiquement mon engagement syndical.

Jusque là , l'ACES regroupait également les étudiant(e)s d'Orsay. Le numéro 27 de son journal l'« Etudiant en Sciences » consacrait en 1964 un article à Orsay « ex faculté pilote...avec manque d'amphis, de places aux restaurants, de logements à la cité universitaire de Bures ».

Il s'agit pour l'ACES d'assurer une transition permettant à ce que la nouvelle association étudiante en gestation conserve une orientation « majo » distante de l'UNEF. Le 15 septembre 1964 les statuts de l'ACESO (Association Corporative des Etudiants en Sciences d'Orsay) sont déposés par quatre membres fondateurs issus du courant prédominant à l'ACES.

En décembre 1964 le numéro 2 de « La Lanterne Rouge » journal de l'UEC d'Orsay note que « le bureau provisoire de l'ACESO n'a pas organisé des élections comme promis, n'a donné aucune information sur la semaine de l'université organisée par l'UNEF, le SNESSUP, le SGEN...semble repousser l'échéance de l'adhésion à l'UNEF ».

La manœuvre ACESO va faire long feu. En mars 1965 sort le n°1 du journal « A Suivre ». L'éditorial «De la parole aux actes » décrit la mise en minorité des membres fondateurs de l'ACESO et un conte intitulé « La Cesse Haut » tourne en dérision un coup de force manqué. Le journal publie tout à la fois une interview de Jean Claude Roure, ancien président de l'UNEF « l'UNEF des origines...à nos jours » et une autre de Bernard Schreiner, président de l'UNEF en exercice. Dès le départ je participe au travail collectif pour faire de « A SUIVRE » un organe de qualité.

Dès le n°2 (avril 1965), le titre est suivi par la mention « journal de l'ACESO UNEF ». L'éditorial souligne que l'adhésion à l'UNEF a été ratifiée au congrès de Bordeaux qui vient de se dérouler et il tranche la question

UNEF ou FNEF. Le journal accepte cependant de publier une tribune libre « la FNEF force nouvelle du syndicalisme étudiant ». Le compte rendu du 54^{ème} congrès de l'UNEF tente de décrire la situation du syndicat étudiant au moment de « la victoire de la ligne FGEL, Strasbourg... sur la ligne universitaire » et il conclut sur un souhait « une nouvelle tendance que nous pourrions définir à partir d'expériences que nous aurons à Orsay dans les mois qui viennent ».

L'ACESO décide de se transformer en AGEO (Association Générale des Etudiants d'Orsay) supprimant ainsi la référence au corporatisme. L'AGEO a 2100 adhérents. Le n°4 de « A Suivre » (novembre 1965) mentionne cette modification mais il cible sous le titre « Orsay, les parasites » l'organisation concurrente l'UGEO (Union Générale des Etudiants d'Orsay) membre de la FNEF et « l'apolitisme dont elle se réclame ».

A l'automne 1965 je deviens vice-président chargé de la formation et de l'information et par conséquent rédacteur en chef de « A Suivre ». Le Président François Bernheim est membre de l'UEC. Je rédige alors des articles sur la réforme Fouchet, sur la MNEF, sur la Sécurité Sociale. Je participe à des entretiens publiés par le journal avec le physicien Michel Langevin et le sociologue Pierre Naville.

Les tensions s'accroissent sur le campus d'Orsay. Le n°7 de « A Suivre » (mars 1966) fait sa Une sur des extraits de la presse « Des étudiants d'extrême droite mettent à sac un local de la faculté d'Orsay ». Il s'agit bien sûr de celui de l'AGEO. Suite à cet évènement j'ai présenté une motion votée par le Conseil d'administration :

« Considérant la suite d'incidents et de provocations ayant marqué la campagne de la MNEF (jet de bouteilles sur les colleurs d'affiches de l'AGEO, propos racistes, interventions successives destinées à empêcher la tenue d'une réunion d'information, saccage du local de l'AGEO) ;

Considérant que de tels agissements venant d'organisations minoritaires ont pour but l'intimidation des étudiants, l'empêchement des activités du syndicat, la « minorisation » de l'UNEF en écartant d'elle la majorité des étudiants après avoir entraîné ses militants dans le cercle vicieux de la violence opposant « des extrémistes des deux bords » ;

Considérant que le problème de la montée du fascisme ne se pose pas à l'heure actuelle d'une manière cruciale (5% des voix à Tixier-Vignancour, la Corpo de Droit battue chez elle aux élections de la MNEF, éclatement des mouvements d'extrême droite) :

Considérant que la situation à Orsay n'a rien à voir avec l'atmosphère régnant à la faculté de Droit et à la sortie de certains restaurants universitaires parisiens,

Le CA de l'AGEO réuni en session extraordinaire le 2 mars 1966 à Orsay :

- a) Estime que la seule réponse efficace à de tels agissements est la mise en place d'une pratique syndicale tendant à une participation des étudiants à la vie de l'AG ;
- b) Condamne les propos bellicistes et vengeurs de tout membre de l'AGEO qui voudrait riposter par l'emploi de méthodes identiques ou mettre sur pied des groupes d'autodéfense ou de choc **à l'heure actuelle****, tombant ainsi directement dans le piège qui nous est tendu ; ** en caractère gras dans le texte initial
- c) S'engage à faire en sorte que l'enquête judiciaire aboutisse, en fournissant les éléments nécessaires pour qu'elle ne soit pas enterrée ;
- d) S'engage, si la situation venait à se détériorer, à prendre toutes les mesures nécessaires à la protection tant des membres que des intérêts de l'AGEO. »

Une telle motion suscita de vifs débats au sein du Conseil d'Administration, une partie des membres réagissait différemment aux agressions et aux menaces fascistes, ils concluaient ainsi « Doit-on faire confiance au calme, à la sagesse et à la compréhension sans que cette attitude ressemble à une démission ? ». La motion fut publiée dans « A Suivre » suivie du point de vue de ses détracteurs.

Complétant le panorama le n°4 de la « Lanterne Rouge, journal de l'UEC d'Orsay » (février 1966) livrait sa réflexion, après l'agression, sur la situation du syndicalisme étudiant :

« Les théories enfantines et gauchistes sur la minorisation du syndicat ont donné de bons prétextes pour les pratiques de groupe, de fractions, de cartels, pour l'abandon de l'information de masse, pour le rejet des plans d'action. Les pratiques syndicales des « majos » et des partisans du « syndicat minoritaire » ont une même base commune : le mépris des masses et le manque de confiance dans la possibilité d'organiser des luttes puissantes et victorieuses. »

J'ai extrait cette citation pour rappeler que quelques années plus tard, Orsay deviendra le fer de lance de l'UNEF Renouveau dans la mouvance du parti communiste.

Mon expérience de la faculté des Sciences d'Orsay me maintient sur une ligne pragmatique et unitaire, malgré des échanges sans complaisances avec des militants de l'UEC et du CLER (les trotskistes Lambertistes du Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires).

LES BATAILLES DE LA MNEF

L'engagement syndical étudiant dans les facultés des sciences de Paris et d'Orsay est marqué durant cette période par les élections qui désignent chaque année les gestionnaires de la section de Paris de la MNEF (Mutuelle Nationale des Etudiants de France).

Ainsi au tout début de l'année 1963 y a-t-il trois listes qui s'affrontent, celle de L'UNEF, celle de la FNEF et celle de l'ACES. Les dirigeants de la Corpo des Sciences ont donc décidé de se désolidariser de l'UNEF, à laquelle ils appartiennent pourtant. Ce cavalier seul de l'ACES peut être lourd de conséquences pour la représentativité de l'UNEF face aux pouvoirs publics. La section de Paris de la MNEF regroupe le tiers des étudiants de l'hexagone. La « mino » Sciences décide de se présenter sur la liste Coiraton, celle de l'UNEF. La campagne électorale est agitée. La participation électorale reste peu élevée alors que l'affrontement aurait dû la doper significativement ; un peu moins de 15.000 étudiant(e)s votent, soit le quart des inscrits potentiels. L'UNEF l'emporte sans discussion avec 63% des voix, la FNEF en réunit 24% et l'ACES 12,6%. A la faculté des Sciences même qui comprend Paris et Orsay, l'ACES ne parvient pas à l'emporter, elle recueille 38% contre 51% à l'UNEF et 12% à la FNEF.*** Elle riposte en suspendant pour un an de leurs droits au sein de l'association ou du conseil d'administration 10 « minos » qui ont été candidats sur la liste Coiraton. Il s'en suit une longue polémique dans les amphithéâtres, par tracts et par journaux interposés (L'étudiant en Sciences n°23 de mars 1963, La Nacelle des Sciences n°3 de mars 1963).

L'année 1964 est plus calme : aux élections du 7 février il n'y a qu'une liste UNEF.

Les hostilités reprennent à l'occasion des élections de 1965. L'ACES se fond cette fois dans une liste d'Action Sanitaire et Sociale FEP (Fédération des Etudiants de Paris). Les fondateurs de l'ACESO se trouvent également sur cette liste.

Un numéro spécial du journal Combat pour la section de Paris de la MNEF (6 pages en janvier 1965) titre « Le 4 février les étudiants voteront pour la Mutuelle et l'UNEF. Ils rejeteront les manœuvres de la FEP. » et il y est écrit « Sont-ils certains, ces étudiants d'Orsay ou de la Halle aux vins d'avoir élu des délégués syndicaux UNEF pour les voir s'allier avec la FNEF au cours des élections à la mutuelle contre la liste soutenue par l'UNEF ».

L'affrontement bipolaire n'améliore nullement la participation****. L'UNEF l'emporte largement avec 63,1% des voix contre 36,9% à la liste FEP. A la Halle aux vins l'UNEF obtient 54,4 %, la FEP 45,6%, A Orsay l'UNEF totalise 60,9% contre 39,1% à la FEP.

L'échec de la liste FEP, conduit l'ACES à monter en 1966 une alliance de tous les « Majos » de l'UNEF en région parisienne, laissant la FNEF de côté. La participation s'accroît, l'UNEF en baisse se situe cependant à 59% des suffrages, les « Majos » à 30,3% et la FNEF à 10,1%. A Orsay l'UNEF réalise 65,9%, les Majos 16,2% et la FNEF 17,8%. Le numéro 3 de Tribune Etudiante, nouvelle série, de mars 1966 relate ces élections.

Je me suis senti d'autant plus concerné par ces campagnes électorales tendues que je m'intéressais aux activités de la mutuelle étudiante, notamment au sein du Comité National Universitaire pour la Santé Mentale.

J'ai participé au 18ème congrès de la MNEF à Bordeaux en avril 1965. 130 délégué(e)s y représentaient 24 sections et 250.000 adhérents. Je me suis retrouvé dans un congrès de règlements de compte, un vote de défiance nominatif à voix haute contre 4 dirigeants sortants de la MNEF, membres « orthodoxes » de l'UEC, étant devenu l'enjeu principal de ce congrès. J'eus beau dire que je n'avais aucune raison de me mêler à un tel débat et que la situation propre à Orsay devait me conduire à l'abstention, je subis une telle pression des responsables de la section de Paris, peu sûrs du résultat qu'ils souhaitaient, que je finis par consentir à une discipline de vote. Peu fier de cet épisode, je n'en ai pas parlé en évoquant ce congrès dans le journal « A Suivre ».

*** Résultats des élections section de Paris MNEF 1963

Exprimés 14805 ; liste UNEF 9313 ; liste FNEF 3621 ; liste ACES 1871

A la faculté des Sciences (Paris et Orsay) : Votants 3264 ; liste UNEF 1634 ; liste FNEF 373 ; liste ACES 1259

**** Résultats des élections section de Paris MNEF 1965

Votants 12613 ; liste UNEF 7922 ; liste FEP 4580

Total faculté des Sciences (Paris et Orsay) : UNEF 1282 ; liste FEP 942

dont Halles aux vins : UNEF 617 ; FEP 517 ;

dont Orsay : UNEF 465 ; FEP 258 ;

**** Résultats des élections section de Paris MNEF 1966

Exprimés 16365 ; liste UNEF 9662 ; liste Majos 4965 ; liste FNEF 1738

Orsay : exprimés 1281 ; liste UNEF 845 ; liste Majos 208 ; liste FNEF 229

J'ai été élu à la section de Paris à l'occasion des élections de février 1966. J'y ai connu les psychodrames fréquents engendrés par l'influence du psychosociologue Georges Lapassade et je n'appréciais guère l'ambiance qui en découlait.

Je m'investis dans le CERS (Centre d'Etudes et de Recherches Syndicales), en particulier la Commission Sciences qui se proposait de réaliser une enquête spécifique auprès des étudiant(e)s d'un amphi de chimie à Orsay.

L'IMPROBABLE RELATION PARTI - SYNDICAT

Me considérant comme un syndicaliste (très) engagé politiquement j'ai évidemment été sensible aux articulations entre l'appartenance au PSU et à l'UNEF. Je constatais que la qualité reconnue de l'activité syndicale, de la base jusqu'aux responsabilités importantes, permet d'être accepté en tant que militant politique en milieu étudiant dans sa diversité. Je soutenais la nécessité des échanges entre militants de l'UNEF membres du PSU pour dégager des perspectives cohérentes avec les logiques alternatives anticapitalistes que nous défendions espérant qu'ainsi se construirait au niveau des idées et des pratiques une hégémonie progressive au sens gramscien du terme. Je m'opposais par contre à tout noyautage, estimant, sur la base de l'histoire du mouvement ouvrier, que la prise de contrôle par toute fraction politique conduit inévitablement à des luttes de pouvoirs sclérosantes et à une bureaucratisation aux conséquences dommageables. Mais je me suis vite rendu compte que de tels principes simples et quelque peu angéliques se heurtaient aux contradictions que génèrent de toutes parts la volonté d'obtenir des résultats conformes aux objectifs.

A travers textes et positions des ESU de 1962 jusqu'au premier semestre 1966 je me propose de montrer les difficultés que nous avons eues à trouver un équilibre satisfaisant au sein de l'UNEF. Mais de tels équilibres existent-ils puisque au final nous avons assumé un large panel de pratiques fort éloignées les unes des autres ?

A la fin de la guerre d'Algérie l'UNEF bénéficie d'un préjugé favorable quasi sans faille au sein du PSU. Ainsi en réponse à la « Charte de l'Enseignement » soumise par l'organisation syndicale étudiante aux candidats des élections (18 et 25.11.1962), les étudiants du PSU donnent-ils une conférence de presse le 13 novembre :

« Le PSU soutient intégralement toutes les revendications de l'UNEF. Les étudiants savent qu'ils n'ont rien à attendre... d'un régime qui n'a pas hésité à subventionner des éléments fascistes pour créer de toutes pièces une pseudo organisation, la FNEF, dont le seul but est de détruire la seule organisation représentative des étudiants, l'UNEF.... »

Quant à nous, nous demandons même à l'UNEF de préciser les revendications soumises aux candidats : « cela rendra plus difficile la démagogie et en ce qui nous concerne, loin de nous gêner cela nous permettra de montrer jusqu'à quel point notre accord avec les revendications de l'UNEF est complet. »

Il s'agit là d'un alignement public d'une organisation politique sur une organisation syndicale. Cependant le PSU et les ESU sont bien conscients des enjeux de la « reconversion » de l'UNEF. Le document préparatoire à la Conférence Nationale Etudiante des 23 et 24 janvier 1963 rend compte des Journées d'Etudes Syndicales qui se sont tenues quelques semaines auparavant. Dans l'exposé introductif intitulé « le syndicalisme étudiant et l'Etat », Georges Servet (Michel Rocard) dégageait deux possibilités pour l'UNEF :

« a) le durcissement politique, c'est-à-dire l'accent mis sur l'idéologie avec pour danger l'absence de gestionnaire, peut-être la porte ouverte à la FNEF

b) l'accent mis sur la gestion avec pour danger l'ouverture à toutes les tentations du pouvoir. »

Et pour finir, il s'interrogeait sur que faire ;

« rendre la gestion révolutionnaire »...« ...au niveau de la gestion et par elle, interdire le corporatisme étudiant. » Cette formulation paradoxale, associant gestion et révolutionnaire, peut-elle être considérée comme annonciatrice du courant « universitaire » au sein de l'UNEF ?

Lors de la discussion sur les problèmes actuels de l'UNEF, Jacques Kergoat, secrétaire général des ESU, dégageait quelques axes relatifs aux rapports syndicats et politique :

« - Le maintien de l'unité de la mine de l'UNEF et le refus de la tendance... »

- la coordination des militants syndicaux et les limites à partir desquelles la discipline peut jouer

- la formation des cadres syndicaux. »

Lors du débat entre les participants Kergoat ajoutait à la recherche d'un espace d'intervention pour les ESU :

« Si on admet qu'il n'y a plus de distinction entre minos et majos, on les recolle et il existera de nouvelles tendances qui se feront sur des problèmes qui ne sont pas tout à fait mûrs... Il y a à l'UNEF un vide de recherches à long terme. Comme la reconversion de l'UNEF se fait dans ce cas là, nous (PSU), nous avons les mains beaucoup plus libres qu'avant pour mener des recherches parallèles sur l'orientation de l'UNEF. Cela va d'ailleurs faciliter les relations entre nous (syndicalistes UNEF et adhérents du PSU). »

Il n'est pas inutile de rappeler les trois motions qui concernent le syndicalisme étudiant, adoptées lors de cette conférence nationale en janvier 1963. Les précautions oratoires maniant l'art du grand écart, n'empêcheraient nullement les procès d'intention de la part d'un lecteur extérieur au PSU. Mais de fait il ne pouvait à ce moment

là y avoir une tendance PSU dans l'UNEF en raison de la diversité des positions portées par les syndicalistes étudiants qui en étaient membres.

« Motion 8. FORMATION

La CNE

- déclare que la formation des cadres syndicaux doit être faite par les AGE (sauf si celles-ci s'y refusent)
- déclare toutefois que le but des écoles syndicales dans le cadre des sections est de souligner l'implication politique des problèmes syndicaux
- que les écoles syndicales ne doivent en aucun cas avoir pour but de placer des responsables au niveau le plus haut, ce qui équivaldrait à du noyautage
- que ces écoles ne doivent pas être uniquement des centres de formation mais éventuellement des points de départ d'action syndicale. «

« Motion 9. JES (Journées d'Etudes Syndicales)

Considérant les besoins de coordination, d'information et de confrontation des syndicalistes PSU à l'intérieur de l'UNEF, la nécessité pour les militants PSU de se tenir au courant et de participer activement à toutes les tâches du syndicat, la CNE PROPOSE la continuation et l'extension de l'expérience des JES ayant chaque fois un ordre du jour précis et mandate le SNE pour organiser les deuxièmes JES avant le congrès de l'UNEF de Pâques 1963, en particulier sur les problèmes de l'allocation d'études et de l'UGE, PRECISE qu'en aucun cas ces réunions ne constituent l'ébauche d'une tendance au sein de l'UNEF mais qu'elles doivent s'attacher, en dehors de toute considération tactique immédiate, à évoquer les problèmes de fond qui se posent en milieu étudiant. »

« Motion 10. BULLETIN SYNDICAL

La CNE considérant

- l'état de la réflexion politique et syndicale dans le milieu étudiant
- la nécessité pour le PSU de participer à l'élaboration de cette réflexion
- la nécessité d'envisager les problèmes universitaires et syndicaux dans une perspective socialiste
- le besoin de recherche syndicale et universitaire des étudiants du PSU et la nécessité de diffuser cette recherche en milieu étudiant

DECIDE

- la création d'un bulletin universitaire national (ronéotypé ou offset) qui devra être :
 - d'un niveau élevé (niveau minimum Cahiers de l'UNEF ou Recherches Universitaires avec contenu plus politique)
 - diffusé vers les étudiants intéressés par les problèmes syndicaux
 - réalisé pour une large part avec la participation des sections de Province....

En aucun cas ce bulletin ne devra paraître comme étant l'organisation d'une tendance au sein de l'UNEF. »

Ce programme ambitieux ne connut qu'une concrétisation très partielle pour ne pas dire minimale.

Au congrès de Dijon, sous l'impulsion de Michel Mousel, l'UNEF semble se doter d'un socle solide pour affronter les enjeux de la transformation de l'université avec au centre la condition étudiante, mais dès l'année suivante les interrogations ressurgissent sur l'avenir immédiat. Un journal comme Combat qui suit de près tout ce qui touche au syndicalisme étudiant, y consacre deux articles sous la manchette « Le syndicalisme étudiant cherche son second souffle » à la veille du congrès de Toulouse. Le 31 mars 1964, le sous-titre du second article prend même un ton provocateur « Très renforcée, l'opposition s'emparera-t-elle de l'UNEF ? ». Il s'agit de l'opposition majo. Si un tel scénario a peu de chances de se concrétiser compte tenu des rapports de forces internes à l'UNEF, le fractionnement des minos est en marche.

Du côté des ESU ce sont les bulletins des deux principales sections parisiennes, Sorbonne et Droit-Sciences Economiques, qui se font l'écho des inquiétudes suscitées par la crise de l'UNEF.

Le numéro 6 de Perspectives (section Sorbonne Lettres) de janvier 1965 pose brutalement la question « UNEF : mûrissement ou pourrissement »

Le numéro 6 de l'Etudiant Socialiste édité par la section Droit-Sc Eco, publie une analyse de Jean Bernard Gonzales.

« UNEF 1965 : un sens au syndicalisme étudiant. »

...C'est pourquoi l'UNEF en arrive à un certain état de déliquescence...Deux évolutions sont possibles.

- 1) La première est la minorisation. C'est certainement la plus facile... Elle présente pour certains un avantage : le confort intellectuel. En effet l'UNEF, étant devenu une sorte de comité de liaison des étudiants révolutionnaires élargi, pourra se livrer aux joies de la fuite en avant, de l'activisme, consacrant sans espoir l'essentiel de ses forces à la lutte sur les problèmes internationaux...
- 2) ...essayer peu à peu à partir des problèmes qu'ils peuvent ressentir (le domaine le plus favorable semble celui des méthodes d'enseignement ou encore celui des débouchés) et de leur faire acquérir une prise de

conscience syndicale...d'autre part la nécessité de la lutte politique dans la mesure où le syndicat est limité dans son engagement et action... »

Le numéro 7 de Perspectives contient un développement de Jean-Claude Gillet, Secrétaire Général des ESU, deux mois avant le congrès de Bordeaux. Il commence par constater que : « ... l'UNEF a été confrontée depuis Dijon à un certain nombre d'échecs objectifs (baisse des cartes, corporatisme à la base compensé par une politisation artificielle au sommet, échec de l'occupation de la Sorbonne... » pour décortiquer ensuite les différentes sensibilités en présence telles qu'il les perçoit.

Ceux qui, majoritaires au moment où il écrit « ...contestent la possibilité pour l'UNEF de pouvoir porter son combat contre la technocratisation et l'industrialisation de l'université voulues par le pouvoir, pour des réformes structurelles de l'enseignement. » et veulent « que l'UNEF redevienne l'organisation de masse...condamnée à n'avoir qu'une stratégie défensive. ».

Après avoir évoqué le « nihilisme politique de Marc Kravetz et de ses amis » JC Gillet voit se profiler le risque d'une « UNEF groupe de pression » avec éventuellement une « prise de pouvoir des majos traditionnels » et la « possibilité à moyen terme d'une direction corporatiste à une direction apolitique. » Il mentionne même une troisième voie la « disparition de l'UNEF » invitant à réfléchir sur ce qu'est devenue l'organisation étudiante japonaise Zengakuren.

Enfin il développe les positions de la tendance minoritaire (Rennes, ENS) qu'il caractérise ainsi :

« ...intervenir à tous les niveaux de la formation,...intervenir dans le sens d'une transformation du système d'enseignement supérieur sur les problèmes de contenu, de méthodes, de réforme de structure,...éviter la politisation artificielle et les déviations corporatistes. »

Il conclut « Si l'UNEF abandonne son orientation qu'elle s'est choisie depuis Dijon, on peut dire que c'est aussi l'échec de la gauche qui par son impuissance et son refus de poser les vrais problèmes aura asphyxié le mouvement étudiant.»

Dans le numéro 8 de la revue de l'AGEDESEP-UNEF Droit Sciences Eco (avril 1966) Gilles Boyer, membre du secrétariat national des ESU signe une tribune libre.

« Toute revendication portant sur la démocratisation de l'université s'exprime d'abord en termes de structures... Si nous nous cantonnons dans une attitude de dénonciation, nous n'aurons pas eu une attitude pédagogique vis-à-vis du milieu étudiant... La stratégie proposée apparaît comme la seule possible si on veut encore considérer l'UNEF comme un mouvement syndical. L'essentiel, non pas la totalité de notre intervention doit porter sur la fonction de l'université dans la nation...»

Ces contributions semblent montrer que les ESU pencheraient majoritairement vers le courant universitaire de l'UNEF. Cependant le PSU tient à garder ses distances. Le bulletin intérieur des étudiants socialistes unifiés de mars 1965 précise :

« Vis-à-vis des problèmes de l'UNEF, il n'y a pas une politique des ESU, car les différentes sections étudiantes sont partagées par rapport à la division interne de l'UNEF. Mais les différentes sections se préoccupent de ces problèmes et font des analyses de la crise politique de l'UNEF.»

Le numéro 3 de Tribune Etudiante, mensuel des étudiants du PSU de mars 1966 rend compte de la conférence nationale étudiante qui s'est tenue à Paris du 18 au 20 février. J'extraie des textes d'orientation votés les passages qui tentent, comme en 1963, de donner un espace aux ESU par rapport à l'UNEF.

« Le courant social démocrate étant à l'heure actuelle négligeable dans le milieu étudiant, les forces de gauche s'y incarnaient essentiellement à travers deux organisations, l'UNEF et l'UEC, qui à la faveur de la lutte contre la guerre d'Algérie avait su conquérir son indépendance...

La reprise en main de l'UEC par les éléments « suivistes » et le renforcement parmi les étudiants d'un courant de renouveau socialiste (à l'UNEF et dans d'autres organisations, confessionnelles par exemple) permet d'envisager la création d'une organisation politique étudiante et l'élaboration théorique capable aussi de servir à l'UNEF.

Le syndicat étudiant ne parviendra en effet à surmonter la crise qu'il traverse actuellement que dans la mesure où une organisation politique nouvelle sera capable de lui fournir des militants et de définir les prolongements politiques de l'action et des revendications syndicales. »

Ainsi dans l'esprit du PSU, les ESU seraient devenus indispensables et incontournables pour l'UNEF mais il est frappant de noter qu'ils se proposent de construire une organisation politique nouvelle comme s'ils n'existaient pas depuis plusieurs années avec toutes les contradictions qu'ils ont déjà vécues et dont ils n'ont pas vraiment tiré les leçons.

L'UNEF DE DIJON A GRENOBLE : L'IMPOSSIBLE CONSTANCE

A la Halle aux vins comme à Orsay, les minos n'ont pas le choix quelques soient leurs options politiques. Il leur faut présenter un front uni face à la Corpo des Sciences et ils ont intérêt à ce qu'il y ait une ligne directrice claire à la tête de l'UNEF, lisible des étudiant(e)s et porteuse de résultats.

L'année 1963 m'a semblé remplir ces conditions avec le congrès de Dijon et les perspectives qu'il ouvrait. Dès la rentrée 1962 j'avais été très favorablement impressionné par la brochure de 44 pages, intitulée: Etudiants « Le mouvement étudiant vous parle UNEF-UGE-MNEF » destinée aux nouveaux arrivants à l'université. Un paragraphe « un faux débat : politique ou apolitique » voulait désamorcer l'habituelle controverse « ...l'UNEF définit ses positions à partir de son expérience, à partir de celle de tous les étudiants et il ne peut être question d'une idéologie préétablie ou de l'emprise d'un parti sur les structures du mouvement... »

La voix de Michel Mousel président de l'UNEF se fait fréquemment entendre dans les journaux que je lis, dans 21x27 bien sûr avec par exemple l'éditorial du n°3 de novembre 1963, dans les numéros 50 et 52 de Clarté, mensuel des Etudiants communistes de France, dans Tribune Socialiste n°172 du 7 décembre 1963 « pour une stratégie offensive ».

La FGEL (Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres) réalise un numéro spécial de Combat « le 52^{ème} congrès de l'UNEF informe Dijon 8 au 14 avril 1963 » avec un texte éditorial de Michel Mousel « le tournant pris. »

J'ai également été très attentif au 17^{ème} congrès de l'UGE à Dijon (4-7 avril 1963) sur le thème principal du salaire étudiant.

L'UNEF réalise un numéro spécial de France Soir daté du 3 juillet 1963 « octobre 1963 : 110.000 étudiants dans un mouchoir de poche. » Michel Mousel explique le pourquoi de ce journal qui se veut une présentation de l'organisation étudiante aux lycéens qui vont entrer dans le supérieur.

Sur cette lancée, l'UNEF et l'UGE s'expriment par un numéro spécial du Monde (22 octobre 1963), après la résolution générale qui lance la campagne universitaire, adoptée largement à l'AG de septembre 1963 (397 pour, 238 contre, 30 abstentions).

La Fédération Nationale des Etudiants en Sciences décide, le 14 septembre 1963, de lancer une brochure à 8000 exemplaires « Etudes Supérieures Scientifiques » qui intègre le rapport Mousel.

La mobilisation de novembre 1963 apparaît comme un succès et pourtant les nuages s'amoncellent sur la cohésion de l'organisation étudiante. Michel Mousel tire le premier bilan de la grève dans le n°4 de 21x27 (décembre 63-janvier 1964).

Rendant compte du congrès de Toulouse, le n° de Combat du 1^{er} avril 1964 souligne que le rapport de Michel Mousel a été adopté par les 2/3 des mandats et « qu'aucune association de l'UNEF n'a paru capable de remettre en question la réorientation proposée. » Mais « France Observateur » (n°727 du 9 avril 1964) insiste sur l'élection difficile de Bernard Schreiner comme président de l'UNEF et note que les responsables de la FGEL (Jean Louis Peninou et Marc Kravetz) ne sont pas membres du bureau.

Pour ma part je suis particulièrement tourné vers les problèmes de l'université en lien avec les évolutions de l'économie capitaliste. J'apprends à maîtriser ces sujets à partir des documents de l'UNEF comme « l'enseignement problème politique » (UNEF Informations Universitaires), rapport préparatoire à l'AG du 30 septembre 1962 ou le texte émanant de la vice-présidence universitaire de l'UNEF préparatoire aux AG d'Offices de la rentrée 1963 « travail sur les relations Université-Economie, les débouchés et la réforme ».

J'apprécie que le secrétariat de l'UNEF ait remis sur le devant de la scène en septembre 1962 « le projet Langevin-Wallon » comme élément du débat.

J'ai la volonté de connaître dans le détail les positions de tous les acteurs, si bien que je retrouve les actes d'un grand colloque national sur l'adaptation de l'enseignement supérieur à l'économie, colloque qui s'est tenu durant la présidence de Pierre Gaudez à l'UNEF (1960-1961). Je transcris les interventions de tous les intervenants, grands patrons, hauts fonctionnaires des corps de l'état, professeurs d'université, directeurs de grandes écoles, syndicalistes enseignants et étudiants...

Je porte une attention particulière aux contributions successives du Cartel des Ecoles Normales Supérieures, depuis le bulletin d'information (juin 1963) préparatoire à l'AG de juillet de l'UNEF jusqu'au texte d'orientation présenté pour le congrès de Grenoble. J'y trouve des analyses d'une grande finesse, influencées par les théoriciens structuralistes, marxistes ou non, tant sur les relations de l'enseignement avec l'économie que sur les objectifs revendicatifs et les pratiques possibles.

Les trois articles du « Monde » de Bertrand Girod de l'Ain (2, 3, 4 juin 1964) sur la réforme de l'enseignement supérieur m'interpellent un peu plus quant à ce qui s'annonce.

Pour un syndicaliste étudiant en sciences à Paris et Orsay, le plan Fouchet, à partir de novembre 1964, apparaît comme un terrain d'intervention prioritaire incontournable. En effet le doyen de la faculté des Sciences, Zamansky, en est l'un des inspirateurs, des chantres et des fers de lance. Les mesures qu'il prend ou veut mettre en œuvre vont toutes dans le sens d'une sélection accrue, alors symbole de ce qui est pour nous honni.

A l'époque je ne crois pas que l'on puisse réellement à court terme tenir en échec le Plan Fouchet mais par contre je suis convaincu qu'il nous offre un terrain d'actions syndicales sur la longue durée en raison des dysfonctionnements et des contradictions que génèrent toute réforme de cette ampleur. Dès le départ, le passage d'une structure à l'autre ne manque pas de léser une partie des étudiant(e)s dont les études vont se trouver allongées ou interrompues. J'ai du mal à accepter les tirs de barrage en provenance de plusieurs sensibilités de l'UNEF qui dénoncent l'intégration et l'institutionnalisation quasi inévitables du syndicalisme étudiant s'il

priorise le terrain universitaire. Certes j'estime que les risques ne peuvent être écartées, mais il y a toujours une part de risque derrière toute orientation. Tout dépend de la façon dont elle est développée et des dynamiques qu'elle enclenche. Il faut pour moi de la durée pour juger de la pertinence d'une stratégie et d'une pratique de terrain, et non pas se remettre en question tous les trimestres.

C'est dans cet état d'esprit que j'arrive au 55^{ème} congrès de l'UNEF à Grenoble en avril 1966.

L'AGEO participe pour la première fois à un congrès avec le droit de vote. Elle y détient 20 mandats (l'ACES 65, la FGEL 50, Lille 50, Dijon 27, Toulouse 23, Sciences-Po 22 etc...).

Le bureau sortant à dominante FGEL, qui a pris la direction de l'UNEF l'année précédente, est sur le départ. Personne ne sait quel regroupement est susceptible de prendre le relais et sur quelle base.

Je connais Jean-Louis Peninou depuis plusieurs années car les minos sciences se rendaient fréquemment à la Sorbonne pour y trouver des soutiens. Lorsqu'il voit arriver la délégation d'Orsay au congrès il se moque d'elle : pour lui, la diversité des engagements qui cohabitent (ESU, UEC, Trotskyste Lambertiste, JEC) ne permet pas de prendre l'AGEO au sérieux.

Le déroulement du congrès laisse planer un sentiment de vide. Les représentant(e)s de plusieurs AG connu(e)s pour leurs sympathies lambertistes viennent avec insistance me solliciter pour que je me porte candidat à la direction de l'UNEF en lien avec eux. Ils me connaissent par le travail unitaire réalisé à Orsay. Patrice Bousset, fils de Lambert lui-même, est étudiant à Orsay. Je connais bien les thèses des lambertistes. Les bulletins du CLER (Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires), abondants, consistants et souvent indigestes, me sont remis régulièrement. Les réflexes conditionnés des Lambertistes, « tous ensemble », « front unique », « vers l'intégration des syndicats ou la réalisation de l'ordre corporatiste » (texte préparatoire au congrès de Bordeaux avril 1965), m'amuse d'abord, m'agacent ensuite. Je leur reconnais malgré tout une certaine tenue théorique dont ils ne feront plus preuve par la suite (Cahier du CLER n°2, une brochure de 46 pages intitulée Anti Althusser ou Monsieur Althusser renverse la dialectique). Je ne me vois guère dans un bureau de l'UNEF avec de nombreux lambertistes exerçant les pressions dont ils sont coutumiers.

Au fil des langueurs du congrès je rencontre Jean Louis Péninou dans les couloir ; il me lance, ironique et provocateur : « alors il y a un bureau à prendre, pourquoi n'y vas-tu pas ? ». Il a dû faire le coup à bien d'autres ; ceci étant, cette apostrophe m'amène à me tourner vers Jean-François Pertus, Secrétaire Général des ESU, pour lui demander ce que le PSU peut en penser. Une réunion des délégués au congrès membres du PSU est organisée. Il en ressort la variété des positions et la consigne du parti de ne pas prendre de responsabilités dans cet état de crise de l'UNEF. Le lendemain j'interviens à la tribune et termine un long développement consacré aux différentes tendances qui s'affrontent, en disant que compte tenu de tous ces éléments « nous » pensons impossible de diriger l'UNEF. Plusieurs délégués sont venus me voir pour me demander qui se trouvait derrière le nous. Pour moi il ne s'agissait pas de l'AG d'Orsay mais bien des ESU mais je n'avais pas voulu le dire clairement. Dans le plan qui me servit de base pour rendre compte du congrès aux militants de l'AGEO je détaillais six sensibilités différentes (Majos, AGEDESEP, Rennes et Nice, ENS, FGEL et Lille).

L'issue du congrès de Grenoble m'amène à prendre mes distances à l'égard de l'engagement syndical dans les mois qui suivent. Je veux terminer mes études (troisième cycle d'électrochimie à l'Ecole Supérieure de Chimie de Paris) et par ailleurs j'ai trouvé un emploi comme enseignant dans le secondaire.

Lorsqu'un peu plus tard, le PSU a modifié son attitude par rapport à l'UNEF, personne n'est venu me demander où j'en étais, mais il est vrai qu'il y avait peu de chances que je sois sollicité.

J'ai été membre du bureau national des ESU. Lors de la conférence nationale de février 1966, la section d'Orsay l'une des dix de la région parisienne comptait six membres et autant de sympathisants très proches, quasiment tous syndicalistes UNEF.

Après la brochure « le contre plan » présenté par le PSU le 23 novembre 1964, Tribune Socialiste (n°178 du 18 janvier 1964) avait publié un appel des étudiants du PSU qui fixaient les axes de l'intervention politique des ESU :

« De la défensive à l'offensive », « une tactique : le contre-plan », « une université socialiste », « un combat commun pour l'alternative socialiste ».

Le contre-plan posait problème dans la mesure où il était susceptible de devenir un rouage du système capitaliste. Après les « rencontres socialistes de Grenoble » une bonne partie de l'équipe dirigeante des ESU était convaincue que les textes et la teneur des échanges de ces rencontres validaient leurs craintes. D'une réunion tenue au Relais International de la Jeunesse à Poissy, était sorti un communiqué des ESU qui critiquait le contenu des rencontres.

Je fus chargé avec Jean Tercé d'amener immédiatement ce texte à Paris au siège du parti à fin de publication. Nous y rencontrâmes Marc Heurgon qui marqua immédiatement son désaccord. Il se proposa de nous soumettre une réécriture du communiqué. Lorsque j'en pris connaissance je ne pus m'empêcher de me mettre en colère tellement le sens initial était altéré. Cette affaire détériora mes rapports avec Marc Heurgon.

MAI-JUIN 1968 : DEUXIEME BALCON

En 1967 je participe à deux campagnes électorales du PSU dans le Val de Marne, la première en faveur d'Henri Leclerc, candidat du renouveau socialiste aux élections législatives du 5 mars dans la 1^{ère} circonscription (Arcueil, Cachan, Gentilly, Kremlin-Bicêtre, Villejuif), la seconde à l'occasion des élections cantonales le 24 septembre.

Dès les premiers jours du mouvement de mai 1968, je propose de venir « renforcer » la direction de l'UNEF et des ESU si le besoin s'en fait sentir.

M'étant déclaré gréviste au niveau de l'enseignement que j'assurais, j'ai donc vécu cette période sur trois terrains, celui des permanences dans la cour de la Sorbonne occupée avec les tâches qui en découlaient, celui du « Comité d'Action et de confrontation » d'Arcueil qu'animaient plusieurs de mes camarades du PSU et, de façon plus épisodique, à la faculté des sciences d'Orsay où j'étais toujours inscrit. Avec la direction des ESU, j'ai assisté à deux des réunions de coordination parisiennes qui étaient censées assurer un minimum de pilotage collectif au fil des événements.

Mes souvenirs se concentrent sur quelques anecdotes.

En début de soirée de ce qui deviendra la grande nuit des barricades (10 au 11 mai), je vois que des voitures sont déplacées pour barrer l'entrée de l'impasse Royer-Collard qui donne sur la rue Gay-Lussac dans le Quartier latin. Je m'adresse aux bâtisseurs de cette construction en me présentant comme un responsable de l'UNEF. Je leur fais remarquer qu'ils sont en train de s'enfermer dans une souricière dont personne ne peut s'échapper et que je ne vois pas l'utilité de briser les vitres des véhicules avant qu'il n'y ait le moindre affrontement. Que n'ai-je dit ? Je suis vivement pris à parti « toi je te reconnais, je t'ai vu à l'oeuvre, tu n'es qu'un stalinien, tu n'as rien à faire ici. »

Un peu plus tard je croise Boulevard St Michel des militants lambertistes qui quittent ostensiblement les lieux en montrant bien qu'ils ont décidé de partir. Peu de temps auparavant pourtant, ils haranguaient la foule. Il n'y a pas si longtemps (les 27 et 28 avril 1968 à Paris), ils avaient tenu une conférence constitutive de la FER (Fédération des Etudiants Révolutionnaires). Le manifeste qu'ils avaient adopté déclarait péremptoirement dans le chapitre consacré à leurs relations avec l'UNEF « ... la FER engagera le combat à mort contre les théories petites-bourgeoises de l'université critique, de la psychosociologie, de l'institutionnalisme. »

La nuit avançant au rythme des charges des forces de l'ordre, je décide de ne pas me réfugier dans l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm et de rentrer chez moi à pied (à Arcueil). En descendant à pas vifs la rue Claude Bernard vide, je rencontre un jeune homme, dont l'allure ne me semble pas être celle d'un étudiant. Il tient un couvercle de poubelle comme bouclier et il se presse vers le quartier Latin. Je l'interpelle « qui es tu, où vas-tu ? », il me rétorque sans s'arrêter « ça chauffe là-bas , je vais me battre. »

Quelques heures avant l'une des rencontres que j'ai évoquées plus haut, la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) avait prévenu plusieurs des organisations participantes qu'elle se proposait de mettre en cause la présence jugée non légitime et autoproclamée d'au moins une personne. Il s'agissait du professeur d'Université Jean Pierre Vigier. En début de séance, Hubert Krivine, frère d'Alain, effectue la mise en cause attendue sans citer de nom. Comme tout le monde n'a pas été mis au courant préalablement du sens de cette mise au point, les trotskystes « pablistes » se sentent visés ; ils interviennent immédiatement pour expliquer longuement leur engagement au même titre que d'autres. Le sujet fait long feu après avoir largement empiété sur l'ordre du jour. Mais l'Histoire réserve des surprises piquantes. Quelques semaines plus tard plusieurs organisations d'extrême gauche sont dissoutes par le gouvernement Pompidou. En riposte, contre la répression et pour la levée des interdictions, un meeting se tient à la Mutualité le 14 juin 1968 avec M. Heurgon, J. Sauvageot, A. Krivine, G. Bloch, J. Grynbaum et B. Herzberg sous la présidence de...Jean Pierre. Vigier.

Lors de l'autre rencontre, Daniel Cohn-Bendit attend les participants avec une liasse de billets qu'il compte. « Tout ce qui marche en ce moment, c'est le fric » commente-t-il. L'objectif de la réunion porte sur la relance du mouvement qui s'essouffle. Plusieurs propositions sont formulées, mais le plus efficace semble la dramatisation qui découlerait de la découverte d'un ou plusieurs morts consécutifs aux violences policières. La discussion s'emballe ; oui ce n'est pas possible qu'il n'y ait pas de décès. La décision est prise d'effectuer une tournée générale des hôpitaux pour débusquer les victimes tant souhaitées à ce moment de la lutte.

Il est vrai que, depuis les premières manifestations de mai, l'aspect tragique du choc avec la police, provoque une émotion croissante.

Le tract du « Mouvement du 22 Mars Nanterre » et du « Comité d'Action Lycéen » qui appelle à la manifestation du 10 mai à 18h30 place Denfert-Rochereau titre déjà :

« 1000 blessés, 3 morts, Gaz de Combat ».

Un communiqué de l'UNEF reprend la conférence de presse tenue le dimanche 12 mai par le professeur Kahn pour dénoncer l'usage de nouveaux gaz toxiques par les forces de l'ordre.

Et le PSU reprend le même thème qui va de soi :

« Le Régime fête ses dix ans, De Gaulle jette le masque. »

« ...c'est elle (la police) qui a employé des grenades offensives et des gaz à base de chlore, c'est elle qui est seule responsable des centaines de blessés dont certains ne survivront pas. »*****

Bien des années plus tard historiens et nombre d'acteurs de mai-juin 1968, féliciteront le préfet Grimaud pour avoir su éviter le pire alors que sur le moment sa démission était exigée en des termes pour le moins violents

***** Pour d'autres textes sur le sujet consulter l'ouvrage « Journal de la Commune Etudiante, textes et documents (novembre 1967- juin 1968) » présentation d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet Editions de Minuit.

Lorsque je me rends à Orsay dans les premiers jours de mai, je constate que la mobilisation est en marche. Un tract de l'AGEO donne le point de la situation à Paris et explique le pourquoi de ce mouvement. Il se termine par un appel :

« Tous au meeting 13h30 au grand amphi de maths, Tous à la manifestation 18h30 place Denfert-Rochereau à l'appel de l'UNEF, Vers la grande manifestation intersyndicale, Etudiants solidaires des travailleurs ».

Cependant un numéro spécial de « La Lanterne Rouge » journal de l'UEC d'Orsay se moule dans les positions du PCF. Il avertit « Au-delà des pavés » après une invitation à renforcer l'UNEF « Veiller à ce que le mouvement de masse qui se développe ne soit pas dévié et utilisé à leurs propres projets politiques par les organisations révolutionnaires dont l'aventurisme et l'irresponsabilité représentent un grave danger. »

L'UNEF national et les ESU m'ont demandé de convaincre Orsay de se rendre au rassemblement de Charléty. Lorsque j'arrive le 27 mai sur le campus un tract « Orsay-Action » édité par le « Comité du 10 mai » assume cette position « Appel au rendez-vous de l'UNEF cet après-midi au carrefour des Gobelins à 17h pour le meeting du stade Charléty organisé par l'UNEF, le SNES SUP, le PSU, la CFDT, la Fédération FO de la Chimie. » L'assemblée générale est houleuse, j'y intervins pour expliquer le sens de Charléty dans la lutte. Les UEC, y compris ceux de l'AGEO, expriment vivement leur désaccord et privilégient la manifestation prévue le 28 mai à 15h par la CGT et le PCF de la Bastille à St Lazare. Ils insistent sur le souhait exprimé par la CGT « que les autres organisations dont l'UNEF participent » à cette manifestation. Au final l'assemblée d'Orsay vote à une très large majorité la participation aux deux initiatives.

Je ne manque pas de m'étonner que le mouvement de 1968 à Orsay ait conduit à l'existence d'une commission dénommée « commission de cogestion », mais un fonctionnement démocratique semble garanti et elle présente son rapport à une assemblée générale le 13 juin 1968, sachant que la discussion et le vote des amendements sont prévus lors d'une autre assemblée le 18 juin. Le dialogue avec le doyen de la faculté des Sciences d'Orsay, G. Poitou, est engagé.

VERS D'AUTRES HORIZONS

Je me destinai à la recherche scientifique. Le militantisme à l'UNEF jusqu'au congrès de Grenoble et ensuite la participation à mai-juin 1968 m'ont convaincu que je ne supporterai pas toute ma vie les débats tels qu'ils se déroulaient en milieu intellectuel engagé à vision émancipatrice. J'avais l'impression d'appartenir à une maison de fous où l'émiettement et l'éparpillement, malgré la richesse des idées, non dépourvues de simplismes cependant, conduisaient à l'auto-paralysie voire à l'autodestruction. J'avais du mal à avaler que les textes novateurs de George Luckacs, Herbert Marcuse, André Gorz ou Henri Lefebvre, pour ne citer que ceux là puissent aboutir à un tel chaos.

J'en suis venu à différencier les mouvements sociaux eux-mêmes, avec leurs propres contradictions et les sphères intellectuelles qui réfléchissent et agissent avec ou au nom de ces mouvements sociaux.

J'ai bien sûr lu dès sa parution « Les héritiers », (P.Bourdieu et J-C Passeron) et, comme beaucoup, j'appréciais cet apport qui analysait les obstacles sociologiques à une véritable démocratisation de l'enseignement. Mais je constatais concrètement sur le terrain que cette reproduction des élites ne conduisait nullement au conformisme idéologique défenseur de l'ordre établi capitaliste. Au contraire dans des conditions historiques qui ne prédisposent pas à une auto-discipline implicitement ou volontairement consentie, une partie des « héritiers » se muent en une multiplicité de leaders potentiels porteurs de la libération de l'homme par l'homme. Alors tout devient objet de différenciations et d'affrontements, de l'analyse des causes jusqu'aux manières d'agir en passant par la définition des objectifs. J'avais le sentiment, qui demeure, d'un beau gâchis.

Je décidai de me tourner vers l'industrie. En octobre 1968 j'intégrai la Régie Renault dans la catégorie ingénieurs et cadres.